

Présentation

Bernard Bruneteau, pour une histoire des représentations politiques

François HOURMANT

Une carrière universitaire est souvent indissociable de deux genres académiques qui balisent une trajectoire. Le premier est celui de la thèse dont la soutenance, véritable rite d'institution, consacre un impétrant. Le rapport qui l'accompagne pèse alors d'un poids majeur tant il autorise (ou pas) la poursuite d'une ambition académique. Le second est celui des « mélanges » ou des « études en l'honneur de... » qui marque l'aboutissement et la consécration d'une carrière.

Initié à la fin du XIX^e siècle en Allemagne, essentiellement dans le champ des sciences sociales et humaines, le genre bénéficie aujourd'hui d'une indéniable vitalité¹. La bibliothèque des « mélanges » atteste l'instauration d'une tradition universitaire et le succès d'une pratique éditoriale inflationniste qui est aussi sociale. S'il est difficile d'associer ce succès à une individualisation grandissante du champ académique, la pratique dessine les contours d'une communauté régie, comme dans tout groupe, par des hiérarchies et des honneurs, des logiques de pouvoir mais aussi par une forme de don (et de contre-don) dont on peut postuler une part de désintéressement.

L'exercice bien réglé répond à une célébration de la part de confrères. Il témoigne de la collégialité de l'institution, du poids des amitiés et des affinités (intellectuelles, disciplinaires, thématiques ou épistémologiques, parfois politiques ou idéologiques...) mais encore des réseaux et des sociabilités sédimentés au fil du temps.

Ce recueil collectif est néanmoins singulier. Le doyen Vedel en rappelait la spécificité : « On dirait qu'un livre de Mélanges n'a pas d'objet mais seule-

1. François Waquet avance ainsi, en 2006, le chiffre estimé de 21 000 mélanges produit dans le monde. Prenant le cas des mélanges en droit, il note aussi cette courbe ascensionnelle : de moins d'un titre par an dans les années trente, on passe à 8 dans les années 1990 et à 15 dans les années 2000. WAQUET François, « Les mélanges : honneur et gratitude dans l'Université contemporaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 53-3, 2006, p. 101.

ment un sujet qui est la personne que l'on veut honorer². » La démarche est alors sous-tendue par la gratitude, l'affection et/ou l'admiration : toute une palette de valeurs et de sentiments peut venir fonder la démarche et l'acceptation du contrat.

Par ailleurs, et comme tout genre, celui-ci obéit à un certain nombre d'invariants que l'on peut succinctement rappeler. Un horizon d'attentes pèse sur les communications rassemblées. De ce point de vue, cet ouvrage ne dérogera guère à ce genre désormais canonique qui s'écrit sur le registre d'une personnalisation euphémisée : un portrait intellectuel liminaire retraçant la trajectoire et/ou l'apport de la personne honorée à l'institution et au débat scientifique, des textes d'hommages dont l'unité repose sur les préoccupations scientifiques du dédicataire, une bibliographie attestant la carrière académique et le rayonnement intellectuel, parfois un texte (inédit, ancien ou jugé essentiel). Ainsi, succinctement se dévoile la matrice d'un exercice qui mêle l'éloge et l'affection, l'admiration et/ou la dette (intellectuelle).

Par la mosaïque des contributions et le rattachement institutionnel des auteurs, cet ouvrage souscrit au pacte épistémobiographique de lecture : il dévoilera les fragments épars – élément de ce paradigme indiciaire évoqué par Carlos Guinzburg³ – d'une trajectoire universitaire, avec ses lieux d'affiliation et de légitimation qui sont aussi des lieux de sociabilité. Il suggérera la géographie affective, intellectuelle et imaginaire de l'*homo academicus* Bernard Bruneteau et surtout les enjeux scientifiques et les problématiques de son travail, à la confluence de l'histoire et de la science politique comme l'atteste toute sa trajectoire académique de certifié puis d'agrégé d'histoire, de PRAG en histoire à l'université de Brest, de maître de conférences puis de professeur d'histoire contemporaine à l'université de Grenoble puis de professeur de science politique à l'université Rennes 1.

De l'histoire des idées politiques à celle des représentations

Le poids normatif du genre invite donc à retracer l'unité d'une trajectoire, alors même qu'une part d'impondérable vient inévitablement défier les lois d'une prévisibilité sociologique imaginaire. Contre tout déterminisme, on ne saurait en effet sous-estimer la part de l'aléa et de l'imprévu mais encore le jeu des sociabilités dans les chemins multiples qui construisent les habitus diversifiés de cet « homme pluriel » qu'évoquait Bernard Lahire dans son livre éponyme⁴. Comme toute tentative biographique, celle-ci n'évite sans doute pas les pièges de la fiction, tant il peut paraître présomp-

2. VEDEL Doyen, « Préface », *Mélanges Ardant. Droit et politique à la croisée des cultures*, Paris, LGDJ, 1999, p. 5.

3. GINZBURG Carlo, « Signes, traces, pistes – Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 1980, n° 6, p. 3-44.

4. LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

tueux de donner à cette présentation l'allure d'un itinéraire intellectuel conçu comme la réalisation nécessaire d'une idée ou d'une intuition initiale. Conscient qu'une part de la cohérence que l'on peut déceler *a posteriori* dans un ensemble de recherches est inévitablement le fruit d'un travail de reconstruction intellectuelle, il est toutefois possible de regrouper la mosaïque des travaux autour de l'étude des représentations politiques. Cette perspective doit beaucoup évidemment aux réflexions menées par Roger Chartier dans un texte célèbre publié dans la revue *Les Annales ESC* en 1989, « Le monde comme représentation », texte dans lequel l'historien considérait « qu'il n'est pas de pratique ni de structure qui ne soit produite par les représentations, contradictoires et affrontées, par lesquelles les individus et les groupes donnent sens au monde qui est le leur⁵ ».

Cette préférence donnée à l'étude des représentations politiques marque les écrits de Bernard Bruneteau, des premières recherches dans le cadre d'une thèse de science politique sur le gaullisme (et l'élaboration de la figure du « paysan modèle ») jusqu'à l'exploration du totalitarisme (de sa logique génocidaire en passant par la quête utopique de bonheur qui l'accompagne) sans négliger la question de la construction des nations comme celle de l'Europe. Elle autorise aussi la prise en compte des *Imaginaires sociaux*⁶, exploration qui le conduira ainsi à s'intéresser au mythe des « 50 millions de Grenoblois » dans un article publié dans *Vingtième Siècle*⁷.

Cette entrée par les représentations unifie aussi les disciplines auxquelles Bernard Bruneteau a été associées. Aussi bien en histoire qu'en science politique, ce questionnement s'est imposé dans les années quatre-vingt dix et a montré toute sa fécondité. Appréhender le politique au prisme des représentations, qu'il s'agisse du gaullisme, de la Nation et de l'Europe ou du totalitarisme, suppose d'en souligner la dimension instituante. Les représentations favorisent en effet la création des identités collectives (on pense évidemment ici à la thèse de Benedict Anderson dans son ouvrage *Imagined communities*⁸), cimentent sur le plan rationnel, imaginaire et émotionnel les groupes et les communautés, alimentent les grands récits mobilisateurs. Réelles, imaginées voire fantasmées, puisant dans un substrat historique ou convoquant des discours utopiques déconnectés de tout ancrage socio-

5. CHARTIER Roger, « Le monde comme représentation », *Annales. Économie, société, civilisations*, n° 6, 1989, p. 1508.

6. BACZKO Bronislaw, *Les Imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984. Alain Corbin rappelait aussi un peu plus tard, et à propos des comportements politiques au XIX^e siècle, que « l'histoire politique de cette période ne pourra réellement progresser que si l'on consent à mener une véritable étude sociale de l'imaginaire » (CORBIN Alain, *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990, p. 201).

7. BRUNETEAU Bernard, « Le "mythe de Grenoble" des années 1960 et 1970, un usage politique de la modernité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, n° 58, p. 111-126.

8. ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983 (*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, trad. fr. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 1996).

économique, les représentations mentales sont au cœur des engagements. Adossées à une symbolique profuse, à des récits et des discours mais aussi à des scénographies et des performances, elles irriguent le champ du politique, le nourrissent et le façonnent.

Faisant sienne cette orientation, Bernard Bruneteau a par ailleurs construit sa recherche et ses travaux sur une conviction forte, celle visant à réaffirmer le primat du politique (et sa spécificité) sur le social et le culturel. Celle-ci infuse son cheminement intellectuel et sous-tend la mosaïque de ses livres. Elle tisse la continuité d'une démarche et d'un questionnement où, sans surprise, la part belle est consacrée aux textes.

Dans *L'Invention du quotidien*, Michel de Certeau évoquait la lecture comme voyage et braconnage :

« Bien loin d'être des écrivains, fondateurs d'un lieu propre, héritiers des laboureurs d'antan mais sur le sol du langage, creuseurs de puits et constructeurs de maison, les lecteurs sont des voyageurs; ils circulent sur les terres d'autrui, nomades braconnant à travers les champs qu'ils n'ont pas écrit, ravissant les biens d'Égypte pour en jouir⁹. »

Retracer la trajectoire de ce « nomade braconnant » impose un détour vers sa bibliothèque où trois ouvrages émergent, dessinant une géographie intellectuelle où domine l'histoire politique et celle des idées : *La Droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme* de Zeev Sternhell, *Penser la Révolution française* de François Furet (1979) et *Les Origines du totalitarisme* d'Hannah Arendt¹⁰. Les deux premiers furent amplement discutés au moment de leur parution tant ils contribuèrent à un certain renouveau dans le champ historiographique en opérant une réhabilitation de l'histoire politique et des idées après une longue éclipse liée aux travaux novateurs de l'école de Annales, celle d'une histoire socio-économique puis une histoire des mentalités et des sensibilités.

Mais c'est surtout l'ouvrage désormais classique d'Hannah Arendt, *Le Système totalitaire* qui constitue véritablement une œuvre matricielle et

9. CERTEAU Michel de, *L'Invention du quotidien*, t. I : *Arts de faire* (1980), nouvelle édition établie et présentée par Luce Giard, Paris, Gallimard, 1990, p. 251.

10. « Lorsque Bernard a été enfin élu maître de conférences à Grenoble, après avoir été plusieurs fois le Poulidor des commissions de spécialistes (en histoire, on le trouvait trop politiste, en science politique, on le trouvait trop historien : il finissait toujours deuxième), il a dû réfléchir à son déménagement. Il avait chez lui, au Conquet, une bibliothèque impressionnante, qu'il était évidemment hors de question de déplacer pour une durée dont il ne savait pas ce qu'elle serait. De toute manière, il avait loué un deux pièces qui n'autorisait pas l'encombrement. Il m'avait fait part de son embarras quant au choix des livres qu'il emporterait : quels auteurs privilégier ? quels thèmes ? Au demeurant, il ne pouvait guère envisager remplir plus d'une malle de livres. Il hésita ainsi jusqu'au moment où il prit un parti parfaitement absurde intellectuellement mais très efficace pratiquement. Je l'entends encore me dire : j'emporte 200 livres. Pourquoi 200 ? Pourquoi pas, au moins ça tiendrait une place raisonnable. Dès lors qu'il eut fixé lui-même cette limite impérative, le choix lui fut plus facile : la jauge lui évitait les remords et la tentation d'en mettre toujours un peu plus. Il partit donc avec ses 200 livres » (YVON TRANVOUEZ).

référentielle. Dès 1974 Bernard Bruneteau a lu en effet le livre d'Hannah Arendt, objet d'une dévotion singulière que rappelle Gwendal Chaton dans son propos liminaire. Cette lecture précoce de l'œuvre d'Arendt s'opéra au moment même où le champ intellectuel français enregistrerait un basculement majeur marqué en particulier par la publication à la fin de cette même année 1974 de *L'Archipel du Goulag* et la cristallisation en France d'un front antitotalitaire hétérogène, caractérisé par la critique des anciens membres de *Socialisme ou Barbarie* (Castoriadis et surtout Lefort) mais aussi l'émergence de ce qui fut nommé alors la Nouvelle Philosophie, à la suite de leurs mentors BHL et André Glucksman, orchestrant dans *La Barbarie à visage humain* et *La Cuisinière et le mangeur d'hommes* un procès retentissant contre le marxisme.

Cette passion pour les textes et cette attention aux représentations traversent tous ses travaux, y compris ceux qui, à l'image de sa thèse portant sur le monde agricole et la politique, pouvaient paraître bien éloignés de cet ancrage. C'est pourtant à travers les analyses de Pierre Muller, conceptualisant la notion de « référentiel » et estimant qu'élaborer « une politique publique revient à construire une image de la réalité sur laquelle on peut intervenir¹¹ » que la démarche de Bernard Bruneteau put se déployer. En effet, au cours de son mémoire de DEA, portant sur un sujet classique de sociologie politique (la fédération finistérienne du RPR), il avait été confronté au rôle joué au sein de cette fédération par une population de jeunes agriculteurs, volontiers libéraux, mêlant à la fois des références culturelles traditionnelles et des positions économiques modernes. Ces derniers voyaient dans le parti néo-gaulliste l'instrument politique de leurs objectifs visant l'abolition de la politique agricole de gauche caractérisée par l'introduction de quotas de production imposée par la PAC sans négliger leur volonté d'ouverture de la représentation paysanne à d'autres organisations que le FNSEA majoritaire.

Ce constat allait fournir les prémices d'une démarche qui, conciliant le regard du politiste et celui de l'historien, entendait s'inscrire dans la longue durée de la pensée et de l'action agrariennes tout en prolongeant l'idée émise par Pierre Coulomb selon laquelle la politique agricole française s'était construite depuis un siècle sur l'alliance entre un courant politique et une couche sociale agricole, alliance qui ne pouvait se limiter à un simple électoralisme mais qui dévoilait plus profondément des choix de sociétés qui affectaient le régime politique lui-même.

Sa thèse voulait éclairer, à partir de l'étude exhaustive des discours adossée à une très large enquête orale auprès des principaux acteurs, les fondements politiques et idéologiques de l'alliance entre le monde agricole

11. MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, 1990, p. 42.

et les différents mouvements gaullistes¹². À travers cette recherche, il s'agissait aussi d'appréhender les contours d'une culture politique gaulliste à bien des égards encore mystérieuse. Délaissant le paradigme néo-corporatiste, l'ambition épistémologique était de replacer l'inscription du gaullisme dans la longue durée de la politique agricole française tout en réhabilitant une lecture réaffirmant le primat du politique sur le social. Mais cet intérêt pour ce milieu et son aventure historique n'était pas non plus dissociable de la place qu'y jouaient les idées, aussi bien dans la formulation des revendications que dans les procédures d'institutionnalisation par lesquelles elles étaient labellisées comme « politiques ». Cet attrait constant allait encore orienter sa lecture des deux grands massifs qui définissent son œuvre : la construction européenne et la question du totalitarisme.

Et c'est d'ailleurs à partir des textes que se structurent un certain nombre de recherches et de projets éditoriaux à l'image de ses ouvrages portant sur la construction européenne (*Histoire de l'idée européenne au premier xx^e siècle à travers les textes* et *Histoire de l'idée européenne au second xx^e siècle à travers les textes*) ou la question du totalitarisme (*Le totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942*, puis dans *L'Âge totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*)¹³.

Tous ces livres témoignent d'un exercice difficile qui consiste à concilier le regard de l'historien, toujours soucieux de contextualiser, insistant à juste titre sur la singularité de l'événement et de la temporalité, et celui du politiste, souvent tenté par la modélisation et la mise en évidence de logiques de situation comme la mise à jour d'invariants.

L'Europe et le totalitarisme

Dans cette courte entreprise biographique, quelques nœuds (épistémologiques mais aussi géographiques, institutionnels et amicaux) font sens et émergent comme des moments cristallisateurs. Nommé en 1993 maître de conférences en histoire à l'université Pierre-Mendès-France, ce nouvel ancrage académique allait constituer un tournant (une bifurcation?) impor-

12. Soutenue en décembre 1991 dans le département de science politique de Paris 1 sous la direction de Philippe Braud, devant un jury composé des politistes Claude Emeri et Jean Charlot et des historiens Isabelle Broussard et Michel Denis, sa thèse, remaniée, allégée et complétée, paraît trois ans plus tard sous le titre *Les paysans dans l'État*, ouvrage dans lequel se trouve plus fermement affirmée l'importance de la médiation politique dans l'avènement du corporatisme sectoriel à la française. Dans le sillage de cette recherche pionnière, tout un ensemble de travaux, d'articles et de contributions (mais aussi de formations, notamment au sein de l'IFOCAP, l'Institut de formation des cadres paysans, véritable laboratoire d'une idéologie agricole technicienne et moderniste) nourriront cette aventure intellectuelle entre 1986 et 1994.

13. BRUNETEAU Bernard, *Histoire de l'idée européenne au premier xx^e siècle à travers les textes*, Paris, Armand Colin, 2006 ; *Histoire de l'idée européenne au second xx^e siècle à travers les textes*, Paris, Armand Colin, 2008 ; *Le totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942*, Paris, Cerf, 2010 ; *L'Âge totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2011.

tante sur le plan personnel et académique puisque c'est à partir de cette date que Bernard Bruneteau investit la question de la construction européenne. Sans doute cette dimension avait-elle été abordée dans le cadre de la thèse, notamment à travers l'analyse de l'ambivalence des gaullistes à l'égard de l'Europe, essentiellement appréhendée au prisme d'une « politique d'intégration nationaliste » selon l'expression de John T. Keeler. Mais c'est par la pédagogie et l'enseignement que cette thématique s'impose à lui. En effet, dès son arrivée à Grenoble, Bernard Bruneteau hérite d'un cours sur la construction européenne en L3, cours qu'il partage avec Youssef Cassis, puis d'un séminaire dans le DEA études européennes de la faculté de droit après le départ à la retraite de Pierre Guillen. Par ailleurs, la structure même du département d'histoire qui l'accueille offre un cadre et les conditions favorables pour approfondir ce nouvel objet de recherche. À Grenoble (1993-2010), Bernard Bruneteau noue également des relations très fortes avec les historiens de la faculté : Jacques Solé (spécialiste de la Révolution française), Youssef Cassis (histoire économique) ainsi qu'avec les éminents spécialistes de l'Italie que sont Olivier Forlin, Éric Vial et Marie-Anne Matard-Bonucci, que l'on retrouve sans surprise parmi les contributeurs de cet ouvrage.

Dans le creuset grenoblois, il travaille aussi avec Yves Santamaria, spécialiste du communisme, et côtoie le politiste Jean-Louis Quermonne qui terminait alors sa carrière à l'IEP et qui avait beaucoup œuvré pour faire de l'université Grenoble 2 un lieu de dialogue entre les sciences sociales où historiens, politistes, juristes ou économistes pouvaient travailler ensemble. Il enseigne ainsi dans le master Europe de l'IEP avec les politistes, publicistes et économistes.

Cet écosystème fut particulièrement propice pour rendre compte de cette nouvelle orientation historiographique qui se traduit par la publication en 1996 chez Armand Colin d'une *Histoire de l'unification européenne*, originellement destiné aux étudiants des prépas HEC et IEP. Réfutant la notion de « manuel » tant le propos vise souvent une présentation lisse et consensuelle, exhaustive et pédagogiquement éclairante, Bernard Bruneteau entendait bien défendre dans cet ouvrage à la fois un questionnement, à rebours des contributions convenues sur l'incontournable hymne à l'Europe, et une thèse, adossée notamment à la notion d'« exception nationale », suggérant que la construction européenne avait été le fruit de la confrontation, de la concurrence et finalement de la synthèse entre de multiples visions idéalisées de l'Europe et qui se rapportaient peu ou prou aux grands axiomes mythifiés des cultures politiques nationales. Se trouvait posé un nouveau jalon qui allait durablement infuser sa réflexion et ses travaux. Ainsi, le sous-chapitre consacré à l'idée européenne pendant la Seconde Guerre mondiale sera à l'origine de son travail ultérieur d'habilitation consacré à l'illusion européiste. Vingt-trois ans plus tard, cette question

nourrira la réflexion menée dans *Combattre l'Europe, de Lénine à Marine Le Pen* (CNRS Éditions, 2019).

Avec ce succès éditorial, Armand Colin sollicite Bernard Bruneteau pour un nouvel ouvrage. Publié en 1999, *Les totalitarismes* marque un second nœud important. La réussite de ce livre est de rendre compte le plus justement possible des approches existantes sur cette notion afin de rendre acceptable une version du concept suffisamment souple pour inclure les traits totalisants tout en ouvrant un espace pour évaluer les désaccords.

Ce livre paraît dans un contexte éditorial particulier. Deux ans plus tôt, *Le livre noir du communisme*, dirigé par Stéphane Courtois, véritable best-seller vendu à plus d'un million d'exemplaires, traduits dans plus de vingt-six langues, a engendré une intense polémique. Celle-ci fut alimentée pour partie par trois des coauteurs (Nicolas Werth, Jean-Claude Margolin et Karol Bartosek) qui contestèrent la présentation jugée biaisée de Stéphane Courtois dans son propos liminaire mais surtout par tous ceux qui réfutaient l'association de l'utopie communiste aux crimes de masses perpétrés en son nom.

Dans le champ intellectuel hexagonal, la référence et l'utilisation du concept de « totalitarisme » constituait encore à cette date, comme avait pu le souligner Pierre Grémion, un incontestable « marqueur¹⁴ », dessinant une ligne de fracture au sein du monde académique. En actant la fécondité heuristique du concept, Bernard Bruneteau se trouvait aimanté dans une constellation historiographique qui l'amena à côtoyer aussi bien Stéphane Courtois (même s'il a pu prendre une certaine distance à l'égard du maximalisme du concepteur du *Livre noir du communisme*) que l'Institut Hannah Arendt de Dresde et l'université hébraïque de Jérusalem mais aussi Sciences Po Paris, Serge Berstein l'invitant dans son séminaire.

Regrettant la prudence souvent affichée par un certain nombre d'historiens à l'égard du concept de totalitarisme, considéré comme figé et unificateur, impropre à rendre compte de la spécificité des régimes évoqués (nazi ou stalinien), Bernard Bruneteau s'est au contraire efforcé d'en marquer la dimension heuristique afin de mettre en évidence les traits totalisants des phénomènes historiques étudiés tout en ouvrant un espace afin d'évaluer aussi le jeu des résistances, le poids des compromis voire du dissensus jamais totalement aboli malgré les logiques d'emprises et d'asservissement. Appréhendé et utilisé dans son acception « faible », le concept ne doit pas négliger les apports des enquêtes sociologiques menées sur les phénomènes d'adhésion au nazisme par exemple. En contrepoint de cette concession, cet ancrage l'amène à prendre aussi bien ses distances à l'égard de la soviétologie dite « révisionniste », majoritairement anglo-saxonne, à l'image des

14. GRÉMION Pierre, « Le totalitarisme : marqueur dans l'espace politique et intellectuel français », *Communisme*, n° 47-48, 1986, p. 47-56.

travaux de Sheila Fitzpatrick qui tend à faire du stalinisme une excroissance des violences sociales (minorant ce faisant la dimension proprement idéologique et politique du phénomène totalitaire) mais aussi vis-à-vis des historiens (notamment hexagonaux), qui réfutent au concept de totalitarisme toute dimension opératoire, concept « figé », « unificateur » voire « concept-symbole à charge éthique ou idéologico-politique¹⁵ ».

Cet entrelacement de lectures, de rencontres et d'amitiés, de voyages aussi rendent compte d'une préoccupation intellectuelle qui trouvera une traduction académique dans ses travaux qui constituent le cœur de son Habilitation à diriger les recherches. Deux ans en effet après *Les totalitarismes*, à l'automne 2001, Bernard Bruneteau soutient son Habilitation à diriger les recherches en histoire contemporaine à l'université Rennes 2 : *De la nation à l'Europe à l'âge totalitaire*¹⁶. Outre l'incontournable mémoire de synthèse d'ego-histoire qui ponctue l'exercice, le dossier d'habilitation contient aussi un manuscrit inédit qui sera publié en 2004 aux Éditions du Rocher, *L'Europe nouvelle de Hitler. Une illusion des intellectuels de la France de Vichy* puis réédité en version poche aux Éditions du CNRS sous le titre *Les « collabos » de l'Europe nouvelle*.

Consacré à « l'illusion européiste », cette incroyable ferveur vouée par certains intellectuels à l'égard de l'Europe « unie » sous la férule nazie, le livre entendait restituer la fascination qu'a pu exercer le Troisième Reich sur des intellectuels (pour certains de gauche) dans le domaine économique et social, à l'image d'un Delaisi ou d'un Zoretti. Ce travail sur l'aveuglement politique, sur ce que Claude Lefort, à propos des intellectuels progressistes, avait pu nommer l'« hémiplégie intellectuelle », se voulait également une réflexion sur l'Europe unie à un moment tragique de son histoire. Ainsi, sur le plan thématique, cette recherche sur l'européisme des années noires se situait résolument à la confluence des travaux entrepris sur la question du totalitarisme et celle de l'idée d'une Europe comme sur les représentations qui lui furent associées.

Nommé professeur d'histoire contemporaine à l'université de Grenoble en 2003 puis professeur de science politique à la faculté de droit et de science politique de Rennes en 2010, mutation qui acte son ré-enracinement breton, Bernard Bruneteau poursuit ses recherches sur ces thématiques désormais bien balisées. Suivent un certain nombre d'ouvrages qui confortent le sillon tracé sur les deux grands massifs qui définissent aujourd'hui son apport à l'historiographie contemporaine. Et c'est évidemment par ce questionne-

15. PESCHANSKI Denis, « Le concept de totalitarisme est-il opératoire en histoire? », in PESCHANSKI Denis, POLLACK Michael et ROUSSO Henry (dir.), *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 189-206.

16. Le jury est constitué de Jacqueline Sainclivier (Rennes 2, garante de l'HDR), Jean-Pierre Azéma (IEP Paris), Jean Baudouin (Rennes 1), Serge Berstein (IEP Paris), Robert Frank (Paris 1), Marc Lazar (IEP Paris).

ment sur le totalitarisme que s'impose aussi toute une recherche visant ce versant léthifère que sont les violences de masses perpétrées au nom d'une idéologie totalisante. Cette recherche trouvera une première actualisation dans *Le Siècle des génocides. Violences, massacres et processus génocidaires de l'Arménie au Rwanda* (Armand Colin, 2004).

À Rennes, au sein du CERAD fondé et dirigé par Jean Baudouin avec lequel Bernard Bruneteau entretient une amitié durable¹⁷, il co-organise un colloque dont les actes seront publiés aux PUR en 2014, *Le totalitarisme : un concept et ses usages*. Une convergence se crée aussi autour des travaux de Claude Lefort sur la question du totalitarisme et de la lecture qu'il propose de *L'Archipel du Goulag*, à travers les notions clés de Peuple-Un et de l'Égocrate.

C'est enfin dans ce contexte qu'il participe aussi à « l'aventure Kazakhe ». Entre 1992 et 1995, la faculté de droit et de science politique de Rennes avait noué une coopération avec l'université d'Almaty. À cette occasion, Bernard Bruneteau se rendit dans la capitale Kazakhe où il y rencontra le Pr Jurdus Abylkojine, grand historien de la collectivisation-sédentarisation kazakhe des années trente, épisode tragique marqué par les exécutions, les famines organisées, les déportations et les exodes forcés. Ainsi, entre Jean Baudouin, lecteur avisé de Popper et de Lefort et Jurdus Abylkojine, le paradigme totalitaire devint le centre de son interrogation et de sa recherche historique.



Regards pluridisciplinaires, intérêt pour les objets moins conventionnels de la discipline, refus du conformisme comme du prêt-à-penser intellectuel, ouverture au monde, tant sur le plan académique que personnel constituent sans doute les caractéristiques majeures de la personnalité de Bernard Bruneteau.

Au sens propre comme au sens figuré, les voyages caractérisent aussi sa démarche scientifique et biographique. On l'a vu, entre histoire et science politique, attention scrupuleuse aux sources documentaires et séduction pour les grilles de lecture du monde au prisme du concept de totalitarisme, sa trajectoire n'est pas non plus dissociable d'un goût pour l'ailleurs, toujours sous-tendu, de manière réflexive par le regard historiographique.

17. C'est à Rennes que Bernard Bruneteau rencontre son futur directeur de thèse, Philippe Braud dans le cadre du DEA d'études politiques (avant que ce dernier ne soit nommé à l'université Paris 1 puis à Sciences Po) mais aussi Jean Baudouin. Malgré son poste à Grenoble, il participe (avec Gwendal Chaton, alors doctorant de Jean Baudouin, Sébastien Caré doctorant de Philippe Portier et l'auteur de ces lignes) à l'aventure du CERAD (Centre d'études et de recherche autour de la démocratie), initiée par Jean Baudouin, en rupture du CRAP et de son tropisme bourdieusien, à partir de 1995. Autour de Jean Baudouin s'était constitué un laboratoire de recherche qui entendait, contre la doxa sociologique alors tendanciellement hégémonique au sein de la science politique hexagonale, redonner une place à l'histoire de la pensée politique, des idées (et des intellectuels) mais aussi un lieu de sociabilité, d'échanges et d'amitiés. Bernard Bruneteau publiera ainsi quelques textes dans les deux éphémères revues du laboratoire, *L'Aquarium* puis *Politeia*.

Entre l'histoire et la mémoire se nouent d'étroites correspondances comme l'attestent ses périple. À peine sa thèse soutenue, Bernard Bruneteau s'envolait en effet pour le Cambodge en 1991 où il visita le lycée de Tuol Sleng (le camp S 21) dans la banlieue de Phnom-Penh, lieu tristement célèbre de tortures et d'extermination du totalitarisme khmer.

Mais à l'histoire, il convient aussi de convoquer la géographie tant celle-ci ne saurait être absente de cette reconstitution, donnant à voir les points d'ancrages successifs. Voyageur en solitaire, Bernard Bruneteau est un arpenteur motorisé des longitudes dont les pérégrinations le ramenaient invariablement au Conquet. Parmi ses nombreux voyages, la plupart d'entre eux entretiennent à un rapport étroit avec l'histoire et la géopolitique : l'Albanie bien sûr (2012), le Sahara occidental (2013), le Ladakh (2014), la Géorgie et l'Arménie (2015, pour le centenaire du génocide), les Pays baltes (2016), la Serbie et le Kosovo (2017), le Kosovo, la Macédoine (2018), la Bosnie-Serbie-Roumanie-Ukraine occidentale (2019, vers l'ancienne Galicie et Bukovine austro-hongroises, l'Amérique du Sud pour assouvir sa passion de l'histoire mais aussi de la culture et de la littérature sud-américaine (novembre 2019 au 30 mars 2020 : Paraguay, Argentine, Chili, Bolivie, Pérou), la Roumanie (2021, Transylvanie), la Namibie (mars 2023).

Mais la liste n'est pas close (l'Alaska et le Canada exercent encore leurs tropismes) pas plus que celle de ses œuvres récentes, à l'image de ce *Bonheur totalitaire* paru aux éditions du Cerf en 2022 et lauréat du prix Guerre et Paix. Traçant le sillon du totalitarisme, cet ouvrage entend néanmoins porter un regard nouveau sur ces régimes politiques souvent appréhendés au seul prisme des logiques coercitives et léthifères, négligeant trop souvent cet autre versant, laudateur, d'un bonheur promis et espéré. Utopies en acte, les régimes totalitaires surent aussi, à côté des incontournables promesses d'un avenir radieux, déployer à l'égard des citoyens tout un dispositif de promotion et de valorisation fondé sur des formes de reconnaissance et de rétributions, sous couvert d'un État-Parti providentiel. Mais cette politique redistributive définissait encore les contours d'une société inclusive qui assurait la promotion des uns (jeunesses embrigadées, militants, ouvriers de chocs, femmes activistes ou ingénieurs...) et vouait les autres (juifs, parias, homosexuels, dissidents, tziganes, opposants politiques...) à l'enfer des camps.

L'exploration inédite de ce système des privilèges (où se mêlent rétributions matérielles, symboliques et psychologiques) adossé à une eschatologie du bonheur permet de comprendre les phénomènes d'adhésion qu'ils suscitèrent dans de larges segments de la population et éclairent une fois encore de façon limpide non seulement le rôle crucial des pratiques mais aussi des représentations (le poids des perceptions subjectivement ressenties) dans la compréhension et l'explication des phénomènes politiques.